



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 24

## **Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Richard D. French  
Ministre des Communications**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1987**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur le ministère des Communications et prévoit l'institution du fonds des services de télécommunications et du fonds des services informatiques. Il confère au ministre des Communications le devoir de fournir, moyennant considération:*

*1° des services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;*

*2° des services de télécommunications à la demande des organismes publics ou autres définis par le gouvernement;*

*3° des services informatiques à la demande des ministères, ainsi qu'à celle des organismes publics ou autres définis par le gouvernement.*

*Ces fonds permettent d'assumer les coûts des services informatiques et des services de télécommunications fournis par le ministre des Communications.*

*Le mode de gestion, de financement et d'opération de ces fonds sont également prévus dans ce projet de loi.*

## Projet de loi 24

### Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur le ministère des Communications (L.R.Q., chapitre M-24) est modifiée par le remplacement du paragraphe *d* du préalinéa de l'article 3 par les suivants:

«*d*) établir des services de communications pour l'ensemble des ministères du gouvernement;

«*d.1*) fournir, moyennant considération, les services de télécommunications aux ministères, à l'exception des services désignés par le gouvernement pour les ministères qu'il détermine;

«*d.2*) fournir, sur demande et moyennant considération, les services de télécommunications aux organismes publics ou autres désignés par le gouvernement;

«*d.3*) fournir, sur demande et moyennant considération, les services informatiques aux ministères, ainsi qu'aux organismes publics ou autres définis par le gouvernement;

«*d.4*) assurer la coordination des services de communications établis par les organismes publics, les corporations municipales et la communauté urbaine ou régionale avec les services qu'il établit

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du chapitre suivant:

## «CHAPITRE III

### «FONDS DE SERVICES

« **19.1** Sont institués deux fonds spéciaux appelés « fonds de services de télécommunications » et « fonds des services informatiques » :

« **19.2** Sont portés aux fonds :

1° les sommes perçues en rémunération des services qu'ils ont à financer ;

2° le produit des avances qui peuvent leur être consenties par le ministre des Finances à même le fonds consolidé du revenu, sur autorisation du gouvernement ;

3° les sommes que le ministre peut y verser à même les crédits alloués à cette fin par le Parlement.

« **19.3** Ces fonds sont respectivement affectés au financement des services de télécommunications et des services informatiques créés par le ministre conformément aux paragraphes *d.1*, *d.2* et *d.3* du premier alinéa de l'article 3.

« **19.4** Les sommes portées aux fonds sont gérées par le ministre des Finances. Elles sont versées à son crédit et déposées auprès des institutions financières qu'il détermine.

La comptabilité de ces fonds est tenue par le ministère des Communications.

« **19.5** Le gouvernement détermine, pour chacun des fonds, la date de début des opérations, les actifs et les passifs à y être comptabilisés, la nature des services et des coûts pouvant être payés ou assumés par les fonds et les surplus à être remis au fonds consolidé du revenu.

« **19.6** Les sommes portées aux fonds sont soumises, compte tenu des adaptations nécessaires, aux dispositions des articles 22, 23, 25, 33, 35, 45, 48, 49, 51, 57, 70, 71 et 72 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Aux fins de l'application de l'article 51 de cette loi, les termes « fonds consolidé du revenu » sont remplacés par les termes « fonds des services de télécommunications » ou « fonds des services informatiques », selon le cas.

« **19.7** Les sommes nécessaires au paiement de la rémunération des dépenses afférentes aux avantages sociaux et aux autres

conditions de travail des personnes affectées, conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1), aux activités reliées au fonds des services de télécommunications et au fonds des services informatiques sont prises à même ces fonds.

« **19.8** Une avance visée au paragraphe 2° de l'article 19.2 est remboursable à même le fonds qui en a encaissé le produit.

« **19.9** L'année financière des fonds débute le 1<sup>er</sup> avril d'une année et se termine le 31 mars de l'année suivante. ».

**3.** Les crédits alloués au ministère des Communications pour défrayer le coût des services de télécommunications et des services informatiques pour l'exercice financier au cours duquel les opérations d'un fonds débutent sont transférés aux ministères et organismes publics bénéficiaires de ces services, aux dates d'entrée en opération de ces fonds, dans la mesure déterminée par le gouvernement.

**4.** Les crédits alloués à l'Office des ressources humaines pour défrayer les contributions d'employeur pour l'exercice financier au cours duquel les opérations d'un fonds débutent sont transférés aux ministères et organismes publics bénéficiaires de ces services, aux dates d'entrée en opération de ces fonds, dans la mesure déterminée par le gouvernement.

**5.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).